

<http://gec.venissieux.org/Approbation-du-Pacte-Territorial-d-Insertion-pour-l-Emploi-PTI-e>



Approbation du Pacte Territorial d'Insertion pour l'Emploi (PTI'e)

- Les élus interviennent... -

Publication date: vendredi 25 octobre 2019

Copyright © Elus communistes et apparentés de Vénissieux - Tous droits

réservés

La Métropole est responsable de la politique d'insertion et de retour à l'emploi des personnes en difficulté sur son territoire.

Comme cela a été dit la Ville participera à la gouvernance du PIT'e (pacte local d'insertion pour l'emploi) en portant des enjeux spécifiques pour l'ensemble des personnes les plus éloignées de l'emploi et qui sont donc le plus en difficulté pour trouver ou retrouver le chemin de l'insertion et de l'emploi.

C'est cette action que nous portons au travers du PLIE et nous voulons la voir se confirmer et se renforcer.

Nous devons répondre à ceux qui ont été en échec scolaire, déscolarisé sans avoir été au bout d'une formation, comme à ceux qui subissent depuis trop longtemps le chômage ou encore aux femmes qui veulent revenir vers l'emploi après des années sans activité professionnelle.

L'éloignement au niveau métropolitain de la gouvernance de cette politique d'insertion et de retour à l'emploi ne doit pas avoir comme conséquence une perte de proximité qui ne peut vivre réellement que si on lui en donne les moyens.

C'est pourquoi nous resterons vigilants à la répartition des fonds européens qui financent cette politique et notamment qu'ils irriguent les territoires ou les populations en ont le plus besoin.

Mais nous savons que pour ouvrir grandement les portes de l'emploi à tous il faut changer les règles économiques et sociales mises en place depuis de trop nombreuses années qui veulent nous faire croire que la concurrence, la compétitivité, la flexibilité, la diminution des coûts salariaux, comme l'allongement du temps de travail ou l'augmentation des marges des entreprises sont les bases du développement de l'emploi, alors qu'elles n'ont fait qu'accroître le chômage et la précarité.

Dans ce contexte il y a besoin de renforcer le rôle et les moyens des acteurs qui agissent sur le terrain.

Mais d'une part la mise en concurrence de la formation professionnelle, comme son passage sous la responsabilité des régions (entraînant une baisse des subventions), ont mis en difficulté des organismes de formation comme le CERTA ouvert aux publics les plus en difficultés, ou encore l'AFPA dont le savoir-faire dans le domaine pédagogique est reconnu et dont les performances en matière d'insertion professionnelle sont au-dessus de la moyenne. En 2017, les deux tiers des chômeurs ayant effectué un stage à l'AFPA ont décroché un emploi dans les 6 mois qui ont suivi leur formation.

Cette politique fait peser aussi des inquiétudes sur les moyens de la Mission Locale pour laquelle l'état comme la région ont baissé le financement et qui voit maintenant celui-ci lié à des indicateurs de performance ou a des réponses à des appels à projet.

D'autre part le rôle de Pôle emploi, qui fait évidemment parti des acteurs de ce PTI'e, nécessiterait d'être revu, renforcé pour aider véritablement les personnes en recherche d'emploi, en ouvrant de nouveau des permanences permettant d'accueillir notamment ceux qui subissent la fracture numérique, en accompagnant dans un parcours de retour à l'emploi, plutôt que comme le demande le gouvernement renforcer les moyens consacrés à la radiation de façon à pouvoir afficher de bons chiffres de diminution du chômage.

Approbation du Pacte Territorial d'Insertion pour l'Emploi (PTI'e)

Enfin la métropole se dote d'un outil pour favoriser le rapprochement insertion et développement économique. Encore faut-il que le développement économique décidé par celle-ci apporte des réponses correspondant aux besoins des populations en recherche d'insertion et d'emploi sur les territoires.

Quand la métropole porte sur le terrain de Bosch à Vénissieux le projet USIN, tourné vers l'usine connectée, les nouvelles technologies, un site devant être une vitrine du savoir-faire industriel, on peut s'interroger sur les débouchés que ce projet aura sur les jeunes et moins jeunes en difficulté dans leur parcours d'accès ou de retour à l'emploi sur notre ville. Il faudra à la fois un réel développement de la production en volume, et donc en nombre d'emploi, dans l'ambition de retrouver les 1000 emplois perdus du site, et des dispositifs de formation à la hauteur du défi de reconstruire les savoir-faire industriels nécessaires, qui sont les vrais leviers de l'insertion.